

*L'impôt—Loi*

chaussures. Nous disposions de toutes les entreprises imaginables qui, réparties entre les différentes municipalités, assureraient à notre région une certaine stabilité. Nous possédions des entreprises variées. Nous fabriquions du caoutchouc, des wagons-trémies et de l'acier. Nous fabriquions aussi des réfrigérateurs et des cuisinières, ainsi que des chaussures et des vêtements. Nous fabriquions également des maisons et de la brique. Nous disposions d'un port pour expédier les marchandises. Nous avions même une entreprise de verre qui fabriquait toutes sortes d'objets en verre. Autrement dit, la circonscription que je représente n'aurait pu avoir une économie plus diversifiée.

Pourtant, que constatons-nous à l'heure actuelle? Toutes les entreprises sans exception doivent mettre, proportionnellement, autant de travailleurs à pied que dans les années 30. Certaines ont dû mettre à pied 80 p. 100 de leurs travailleurs. Des entreprises qui passaient naguère pour les plus dynamiques désespèrent de jamais voir des signes de relance.

Je tiens à ce que Votre Honneur sache que dans mes conversations avec mes électeurs, il était facile de sentir leur découragement. Je me suis adressé aux élèves des écoles secondaires. Je pense bien en avoir vu 2,000 en quatre jours. Je leur ai personnellement adressé la parole dans un auditorium et j'ai répondu à leurs questions. J'ai parlé de la politique du gouvernement et des autres solutions que nous voudrions tous proposer. Tous presque sans exception se préoccupaient surtout de ce qu'il allait advenir d'eux à la fin de leurs études. Ils voulaient savoir s'il y aurait des emplois et où. Dans un cas, j'ai parlé à un élève dont le père maintenant en chômage avait travaillé durant 28 ans dans l'industrie du verre; son fils m'a demandé de lui suggérer où il pourrait aller chercher un emploi. Bien franchement, je n'avais rien à suggérer. Le gouvernement a tellement dégradé la structure économique du pays et tellement étouffé l'optimisme naturel des Canadiens que je ne pourrais vraiment pas indiquer un seul secteur industriel où l'on puisse noter une tendance à la hausse, un sentiment d'optimisme et des possibilités de croissance.

J'ai conversé avec des personnes âgées de ma circonscription qui m'ont dit se rappeler de la situation dans les années 30 parce qu'elles l'ont connue: elles observent aujourd'hui les mêmes symptômes qu'à l'époque. Les riches pressurent de plus en plus l'économie, mais y réinvestissent de moins en moins. La coopération qui doit animer les citoyens s'est dégradée. Ces personnes âgées m'ont dit être tout simplement heureuses de ne pas avoir à affronter le genre de problèmes auxquels font face leurs fils, leurs filles et leurs petits-enfants. Elles ne pensent pas que le gouvernement ait la volonté de résoudre ces problèmes.

Je ne veux certes pas laisser entendre que le gouvernement soit le seul à pouvoir trouver une solution. Je reconnais que la solution à ces problèmes va exiger des efforts conjoints des gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux pour éviter le gaspillage. Il nous faut cependant faire également bon usage

des capitaux disponibles, afin de créer des emplois pour ceux qui cherchent actuellement du travail.

• (1530)

Le principal responsable du problème est sûrement le gouvernement. La solution pourra exiger une approche multiple. Il faudra sans aucun doute redécouvrir ce que c'est que d'être Canadien. Il nous faudra de nouveau inciter les Canadiens à acheter ce que leurs voisins fabriquent. Quand on a le choix entre acheter quelque chose de fabriqué par son voisin ou son ami, ou un produit étranger, si la qualité est comparable, le bon sens économique veut qu'à long terme il soit plus profitable d'acheter les produits fabriqués sur place.

Voilà ce dont nous devons convaincre le public si nous voulons survivre économiquement. Ils vont finir par accepter de participer. Et pourquoi ne le font-ils pas déjà? Parce qu'ils ne croient pas que le gouvernement sache ce qu'il fait. Ils ne le croient pas sincèrement. Les gens sont mécontents, estimant que le gouvernement ne prend pas les choses au sérieux. Le gouvernement donne l'impression qu'il ne se préoccupe pas des effets de ses politiques sur le citoyen moyen. Ce projet permet au gouvernement de s'endetter davantage et d'emprunter encore, sans tenir compte des répercussions sur les travailleurs canadiens. Il faut dénoncer cette irresponsabilité.

Vous, monsieur l'Orateur, n'êtes pas en mesure de voter. Si vous pouviez le faire, je suis certain que vous voudriez comme moi voter contre la proposition du gouvernement. Je crois que ce serait votre attitude.

Les aciéries de Hamilton vivent des moments difficiles. Le gouvernement leur avait dit qu'un pipe-line serait construit. Il y a un an, je me souviens avoir dit au gouvernement qu'étant donné les milliards que ce projet nécessitait, la situation économique de l'heure et les taux d'intérêt, de même que le délai considérable entre le moment où l'argent est investi et celui où l'investissement rapporte, qu'il était fort peu probable que le pipe-line soit construit d'ici à la fin du siècle. Néanmoins, le gouvernement a poursuivi ses projets sans disemporter. Il a suscité l'enthousiasme sans jamais offrir rien de concret. Il a appris ensuite que le projet Alsands sera abandonné ou que s'il ne l'est pas, il sera tellement réduit qu'il ne pourra déclencher la reprise économique que tous escomptaient.

L'industrie sidérurgique se demande comment elle doit s'orienter. En plus de ces trois projets importants qui auraient fourni un stimulant économique, nous constatons que l'industrie de l'automobile à laquelle l'industrie sidérurgique est étroitement liée est en proie au marasme à cause des importations et, dans une certaine mesure, à cause de sa piètre gestion. Néanmoins, elle est gravement atteinte. Les gens n'achètent pas de voiture, parce qu'ils ne peuvent pas se permettre de payer des intérêts de 22 p. 100 à la banque ou à l'endroit où ils s'adressent pour obtenir un financement.